

La CGT réclame un blocage des prix des carburants et des hausses salariales



La secrétaire générale de la CGT Sophie Binet réclame au gouvernement un blocage des prix des carburants et une hausse générale des salaires, visant notamment TotalEnergies avant une journée de grève prévue le 29 septembre.

14 septembre 2026—**energynews**

Invitée sur LCI, la secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT) Sophie Binet a demandé au gouvernement de cesser « les cadeaux aux plus riches et aux plus grandes entreprises ». Elle a réclamé, dans le même ensemble de mesures, une hausse générale des rémunérations et un blocage des prix des carburants à la pompe. La dirigeante syndicale a par ailleurs annoncé une journée de grèves et de manifestations fixée au 29 septembre.

Le gazole en forte hausse depuis le conflit au Moyen-Orient

Sophie Binet a lié sa demande sur le prix du carburant à la hausse durable observée depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient. Selon le Service des données et études statistiques (SDES), publié en juillet 2026, le gazole atteignait déjà 2,07 €/l toutes taxes comprises en France continentale en mars 2026, soit 28 % de plus que la moyenne de 2025. D'autres tensions pèsent par ailleurs sur le marché pétrolier mondial, à l'image des sanctions renforcées par [l'Argentine sur les projets pétroliers offshore des Malouines](#).

La responsable syndicale a réclamé « un blocage des prix », qu'elle a présenté comme une mesure « qui ne coûte rien à l'Etat » et qui aurait « bien fonctionné après la guerre du Golfe ». Elle a aussi visé les groupes pétroliers, citant TotalEnergies comme « un profiteur de guerre ». Le groupe a annoncé le 23 juillet un résultat net ajusté de 6 milliards de dollars au deuxième

trimestre 2026 et un cash-flow de 9,8 milliards de dollars sur la période. TotalEnergies a précisé que ces comptes consolidés au 30 juin 2026 étaient non audités et avaient fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

La CGT défend une relance par les revenus

Sophie Binet estime que l'économie française subit un décrochage « extrêmement inquiétant », qu'elle attribue à une politique d'austérité menée contre les travailleurs et les services publics. Elle oppose cette trajectoire à celle de l'Espagne, qu'elle décrit comme le pays européen affichant la plus forte croissance grâce à une politique de la demande. La secrétaire générale de la CGT juge que les politiques d'austérité visant les salariés pénalisent la croissance, car ce sont les ménages qui consomment.

Les dernières données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) indiquent que le produit intérieur brut (PIB) français est resté stable au deuxième trimestre 2026, à +0,0 % après -0,2 % au trimestre précédent, avec un acquis de croissance de +0,3 % pour l'année. Eurostat a évalué de son côté la croissance espagnole à +0,7 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent. Sophie Binet a résumé sa critique en estimant qu'après dix ans d'avantages accordés aux ménages aisés et aux grandes entreprises, « le résultat est un naufrage économique ».

Aides aux entreprises et taxation des héritages

Face aux difficultés de pouvoir d'achat, Sophie Binet demande d'indexer tous les salaires sur les prix et d'augmenter les rémunérations dans la fonction publique. Elle accuse le gouvernement de préparer, dans le projet de budget, des mesures qui reviendraient à « essayer de nous faire les poches, alors qu'elles sont vides ». Elle demande à l'exécutif de modifier l'arbitrage budgétaire en faveur des salariés, des fonctionnaires et des services publics.

La dirigeante syndicale appelle aussi à remettre à plat les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises. Ce montant correspond à l'estimation au sens large retenue par une commission d'enquête du Sénat pour 2023, qui ramenait le total à 108 milliards d'euros avec un périmètre plus strict. La CGT ajoute à ces revendications une taxation des héritages supérieurs à 70 000 euros, que Sophie Binet justifie en dénonçant un « pays de rentiers où on vit mieux de son héritage que de son travail ».

Une mobilisation fixée au 29 septembre

Sophie Binet décrit une France traversée par « une colère immense, après un été calamiteux et une rentrée du déclassement ». Elle appelle les salariés et les fonctionnaires à se mobiliser, dans le pays comme au sein de leurs organisations syndicales.

La journée de grèves et de manifestations du 29 septembre doit servir de point de départ aux prochaines décisions de la CGT. Sophie Binet a indiqué que le syndicat déciderait des suites « en fonction du niveau » de mobilisation, afin d'éviter que le Premier ministre n'écrive son budget « sous la dictée du patronat ».